



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA
SOCIETE

Dinsdag

27-10-2015

Voormiddag

Mardi

27-10-2015

Matin

N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti Socialiste
MR	Mouvement réformateur
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
Open Vld	Open Vlaamse Liberalen en Democraten
sp.a	socialistische partij anders
Ecolo-Groen	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
cdH	centre démocrate Humaniste
VB	Vlaams Belang
FDF	Fédéralistes démocrates francophones
PTB-GO!	Parti du Travail de Belgique – Gauche d'Ouverture!
PP	Parti Populaire

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :		Abréviations dans la numérotation des publications :	
DOC 54 0000/000	Parlementair stuk van de 54 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer	DOC 54 0000/000	Document parlementaire de la 54 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif
QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden	QRVA	Questions et Réponses écrites
CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)	CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)
CRABV	Beknopt Verslag (witte kaft)	CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture blanche)
CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toezpraken (met de bijlagen)	CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)
	(witte kaft)		(couverture blanche)
PLEN	Plenum	PLEN	Séance plénière
COM	Commissievergadering	COM	Réunion de commission
MOT	Moties tot besluit van interpellaties (op beige kleurig papier)	MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)

<p>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</p> <p>Bestellingen :</p> <p>Natieplein 2</p> <p>1008 Brussel</p> <p>Tel. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.dekamer.be</p> <p>e-mail : publicaties@dekamer.be</p>	<p>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</p> <p>Commandes :</p> <p>Place de la Nation 2</p> <p>1008 Bruxelles</p> <p>Tél. : 02/ 549 81 60</p> <p>Fax : 02/549 82 74</p> <p>www.lachambre.be</p> <p>e-mail : publications@lachambre.be</p>
---	---

INHOUD

- Samengevoegde vragen van 1
 - de heer Daniel Senesael aan de minister van 1
 Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de inspanningen van België in het kader van de strijd tegen de illegale houthandel" (nr. 6162)
 - mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van 1
 Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de illegale houthandel" (nr. 7058)
Sprekers: Daniel Senesael, Muriel Gerkens, Marie-Christine Marghem, minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling
- Vraag van mevrouw Anne Dedry aan de minister van 5
 Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de kankerverwekkende chroom-6-verf" (nr. 6313)
Sprekers: Anne Dedry, Marie-Christine Marghem, minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling
- Vraag van de heer Jean-Marc Nollet aan de 6
 minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de toekomst van het Kyotofonds" (nr. 6454)
Sprekers: Jean-Marc Nollet, voorzitter van de Ecolo-Groen-fractie, *Marie-Christine Marghem*, minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling
- Vraag van de heer Daniel Senesael aan de 8
 minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de VN-top over duurzame ontwikkeling" (nr. 6580)
Sprekers: Daniel Senesael, Marie-Christine Marghem, minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling

SOMMAIRE

- Questions jointes de 1
 - M. Daniel Senesael à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "les efforts de la Belgique dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal de bois" (n° 6162) 1
 - Mme Muriel Gerkens à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "le commerce illégal du bois" (n° 7058) 1
Orateurs: Daniel Senesael, Muriel Gerkens, Marie-Christine Marghem, ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
- Question de Mme Anne Dedry à la ministre de 5
 l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "la peinture cancérigène à base de chrome 6" (n° 6313) 5
Orateurs: Anne Dedry, Marie-Christine Marghem, ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
- Question de M. Jean-Marc Nollet à la ministre de 6
 l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "l'avenir du Fonds Kyoto" (n° 6454) 6
Orateurs: Jean-Marc Nollet, président du groupe Ecolo-Groen, *Marie-Christine Marghem*, ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable
- Question de M. Daniel Senesael à la ministre de 8
 l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "le Sommet des Nations Unies sur le développement durable" (n° 6580) 8
Orateurs: Daniel Senesael, Marie-Christine Marghem, ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

COMMISSION DE LA SANTE
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIETE

van

du

DINSDAG 27 OKTOBER 2015

MARDI 27 OCTOBRE 2015

Voormiddag

Matin

La séance est ouverte à 10.12 heures et présidée par Mme Muriel Gerkens.
De vergadering wordt geopend om 10.12 uur en voorgezeten door mevrouw Muriel Gerkens.

La **présidente**: Chers collègues, pour une organisation efficace de nos travaux, je vous propose de d'abord traiter les cinq questions orales qui ne sont pas en lien avec le climat et la COP21. Les auteurs des questions relatives au climat sont d'accord pour que celles-ci soient intégrées dans la discussion sur la proposition de résolution qui porte sur le même sujet. Vos propos seront inclus dans le rapport des discussions relatives à la proposition de résolution sur le climat.

La question n° 5543 de Mme Leen Dierick est transformée en question écrite.

01 Questions jointes de

- M. Daniel Senesael à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "les efforts de la Belgique dans le cadre de la lutte contre le commerce illégal de bois" (n° 6162)

- Mme Muriel Gerkens à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "le commerce illégal du bois" (n° 7058)

01 Samengevoegde vragen van

- de heer Daniel Senesael aan de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de inspanningen van België in het kader van de strijd tegen de illegale houthandel" (nr. 6162)

- mevrouw Muriel Gerkens aan de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de illegale houthandel" (nr. 7058)

01.01 Daniel Senesael (PS): Madame la ministre, je voudrais revenir avec vous sur un sujet que nous avons déjà abordé mais qui reste problématique, à savoir le commerce illégal de bois tropical. Récemment, une enquête diligentée au Cameroun par l'ONG Greenpeace tend à démontrer que notre pays applique de manière trop laxiste le règlement de l'Union européenne dans le domaine du bois avec, pour conséquence, que du bois tropical suspect continuerait à arriver jusque chez nous, notamment par le biais de l'entreprise Compagnie de Commerce et de Transport (CCT).

Ainsi, selon l'enquête, l'entreprise citée s'approvisionnerait au Cameroun auprès d'entreprises mêlées à l'exploitation forestière illégale et fournirait au moins cinq entreprises belges. Au vu des impacts négatifs tant en matière de déforestation, de destruction de la biodiversité mais également sur les économies nationales des pays producteurs et importateurs, vous conviendrez avec moi qu'il y a lieu d'agir rapidement et de manière concrète.

01.01 Daniel Senesael (PS): Volgens Greenpeace heeft de laksheid van ons land ten aanzien van de EU-houtverordening tot gevolg dat er nog altijd vermoedelijk illegaal gekapt tropisch hout wordt ingevoerd via de Compagnie de Commerce et de Transport (CCT), die in Kameroen hout zou afnemen bij weinig scrupuleuze ondernemingen. Gezien de negatieve impact hiervan op het milieu en de economie van de betrokken landen moet er actie worden ondernomen.

Bent u op de hoogte van dat

Madame la ministre, je ne doute pas du fait que vous avez pu prendre connaissance de l'enquête à laquelle j'ai fait référence. Partagez-vous les constats établis par Greenpeace, notamment en ce qui concerne le laxisme des autorités compétentes en la matière? Envisagez-vous de faire saisir le bois importé par l'entreprise incriminée le temps que la lumière soit faite sur la légalité de sa provenance? Enfin, quelles mesures comptez-vous prendre afin d'apporter des solutions concrètes pour limiter le commerce illégal de bois?

01.02 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Chers collègues, je me joindrai à cette question, question que nous avons maintenue parce qu'il y a fort à parier que nous ne parviendrons pas à travailler la résolution sur le commerce du bois aujourd'hui. Ceci permettra d'avoir des éléments pour la suite de nos travaux.

Madame la ministre, dans ma question, je fais référence aux auditions que nous avons eues et aux informations que vous nous avez transmises en juin dernier concernant une augmentation du budget 2016 dans le but d'augmenter le nombre de fonctionnaires et de former de nouveaux inspecteurs pour améliorer l'effectivité du contrôle du bois.

Avez-vous obtenu cette augmentation lors des discussions budgétaires 2016? Avez-vous davantage d'informations sur l'augmentation du nombre d'inspecteurs affectés au renforcement de la cellule de lutte contre le commerce illégal du bois?

Vous nous avez annoncé une table ronde réunissant l'ensemble des acteurs du bois de manière à améliorer la concrétisation du règlement Bois de l'Union européenne. Quels sont les résultats et les suites programmées de cette table ronde?

Un sondage d'opinion démontre que 85 % des Belges sont favorables à une meilleure réglementation et que le secteur privé belge et européen – soit soixante-trois entreprises et sept fédérations – s'exprime en ce sens. Cette année, la Commission européenne a évalué l'application du règlement belge.

M. Senesael a évoqué le rapport de Greenpeace sur le commerce du bois en provenance du Cameroun en rappelant la nécessité d'agir en ce domaine.

Depuis les auditions, des mesures particulières ont-elles été prises en vue de réduire les risques d'irrégularité et d'améliorer la coopération avec les autres pays dans le contrôle et la saisie du bois à haut risque?

Quelles mesures prévoyez-vous à court terme pour améliorer l'efficacité du règlement en Belgique? Quelle suite avez-vous donnée au rapport de Greenpeace relatif au bois camerounais vendu par des entreprises installées en Belgique?

01.03 Marie-Christine Marghem, ministre: Madame la présidente, je vous remercie pour vos questions. Je répondrai tout d'abord à M. Senesael, qui m'interrogeait sur les informations divulguées par Greenpeace.

onderzoek van Greenpeace? Onderschrijft u de conclusies, meer bepaald met betrekking tot de laksheid van de autoriteiten? Zal u het door CCT geïmporteerde hout in beslag laten nemen tot de zaak is opgehelderd? Welke maatregelen zal u nemen om de illegale houthandel in te perken?

01.02 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Zal de begroting 2016 verhoogd worden om nieuwe ambtenaren in dienst te kunnen nemen en op te leiden en aldus de houtinvoer beter te kunnen controleren? Beschikt u over informatie betreffende de uitbreiding van het personeelsbestand?

Wat was de uitkomst van de rondetafel over de tenuitvoerlegging van de EU-houtverordening met de actoren uit de houtsector en welke maatregelen zullen er genomen worden?

Uit een Europees opinieonderzoek blijkt dat 85 procent van de Belgen voorstander is van een betere reglementering. De privésector sluit zich bij dat standpunt aan.

Werden er sinds de hoorzittingen maatregelen genomen om mogelijke onregelmatigheden zoveel mogelijk te beperken? Welke maatregelen zal u nemen om de verordening in België efficiënter toe te passen? Welk gevolg heeft u gegeven aan het verslag van Greenpeace over het hout uit Kameroen?

01.03 Minister Marie-Christine Marghem: De administratie volgt de berichten over de illegale houtkap op en verwerkt die in functie van hun relevantie en

L'administration suit les informations portant sur l'exploitation illégale des forêts. En fonction de leur pertinence et de leur précision, elles sont intégrées au plan de contrôle basé sur les risques. C'est le cas pour le rapport en question.

Vous avez évoqué les saisies du bois importé par l'entreprise incriminée. Il faut que la lumière soit faite sur la légalité de sa provenance. Dans un premier temps, il convient de mener une inspection des systèmes de diligence raisonnée relativement aux produits suspects. Pour effectuer une saisie des produits, nous devons prouver qu'ils enfreignent la législation applicable dans le pays d'origine. Si ce dernier confirme que du bois acquis illégalement est arrivé sur le marché belge, nous le saisissons conformément à l'article 4.1 du règlement 995/2010.

Pour ce qui concerne les mesures prises à court terme en vue d'apporter des solutions concrètes pour limiter le commerce illégal de bois, nous voulons créer, au niveau belge, une plate-forme de discussion entre les acteurs concernés sur les risques de mise sur le marché de bois liés à l'exploitation illégale des forêts et sur les mesures d'atténuations qui peuvent également être mises en œuvre.

Étant donné qu'il s'agit d'un enjeu lié au commerce international, nous développons des contacts avec les pays producteurs et avec les organisations internationales traitant de cette problématique. Nous avons demandé des engagements supplémentaires pour l'équipe d'inspection.

J'en arrive ainsi à votre première question qui est en lien avec votre dernière question.

Le nombre d'inspections doit augmenter. Ce type de réglementation qui impose de nouvelles responsabilités aux opérateurs, sans définir précisément la manière de les remplir ou le résultat à atteindre, génère un large champ d'interprétations qu'il est nécessaire de réduire en favorisant la concertation entre les parties prenantes.

Voilà pour les leçons du passé, que nous pouvons tirer, à ce stade.

Un des objectifs de la table ronde qui s'est réunie était de définir un cadre de concertation entre certaines parties prenantes. Certaines ont préféré refuser de s'engager directement. Le but de la concertation proposée était d'évaluer ensemble les risques liés à la récolte illégale de bois dans certaines régions ainsi que les mesures d'atténuation possibles. Nous avons convenu que des contacts ultérieurs seraient entretenus afin d'arriver à un cadre de discussion qui convienne à tous.

Pour l'instant, je n'ai pas de détails quant à l'augmentation du budget et du personnel. Cette question sera traitée dans les semaines à venir.

Les mesures qui ont été prises depuis juin 2015 ont notamment trait à l'organisation et à la préparation de la table ronde qui s'est déroulée en septembre, et à laquelle j'ai participé avec ma collaboratrice ici présente. Cette table ronde avait pour objectif d'organiser un cadre de concertation qui permette de réduire correctement les risques d'illégalité. Par ailleurs, le règlement ne prévoit pas que le bois à haut

betrouwbaarheid in het op een risicoanalyse gebaseerde controleplan.

Wat de herkomst van het hout betreft, moeten in eerste instantie de zorgvuldigheidsstelsels met betrekking tot verdachte producten gecontroleerd worden. Indien het land van herkomst bevestigt dat illegaal verkregen hout op de Belgische markt is beland, zullen we er beslag op laten leggen.

Wij willen een Belgisch overlegplatform creëren over de risico's van de handel in hout dat afkomstig is van illegale woudkap. Wij leggen in dat verband contacten met de producerende landen en de internationale organisaties die zich met deze kwestie bezighouden. Wij hebben ook om nieuwe aanwervingen gevraagd voor het inspectieteam.

Er moeten namelijk meer inspecties worden uitgevoerd. Een regelgeving die nieuwe verantwoordelijkheden oplegt zonder aan te geven hoe men ze moet nakomen of welk resultaat men wil bereiken, laat ruimte voor interpretatie, hetgeen moet worden vermeden. Dat kan door overleg met de verschillende betrokken partijen.

De rondetafel had tot doel voor dat overleg een kader te scheppen. Sommige betrokkenen hebben geweigerd zich rechtstreeks te verbinden. Wij zijn overeengekomen later opnieuw samen te zitten om tot een kader te komen waarin iedereen zich kan vinden.

Ik heb op dit moment geen nadere informatie over een verhoging van het budget of een uitbreiding van het personeelsbestand.

De bevoegde overheid moet toezien op de uitvoering van de maatregelen. Het kan daarbij gaan over de verplichting om informatie of bijkomende documenten te bezorgen of om een controle te

risque soit saisi, mais que ce risque soit atténué par des mesures prises par l'opérateur.

L'autorité compétente est chargée de contrôler ces mesures. Ces dernières peuvent inclure l'exigence d'informations ou de documents complémentaires et/ou l'exigence d'une vérification par une tierce partie.

Comme je vous l'indiquais, la demande de moyens supplémentaires pour le service Inspection dans le budget interviendra dans les semaines à venir.

Les mesures à court terme dans cette matière consistent à concentrer nos moyens sur l'exécution d'inspections. Pour améliorer la qualité de celles-ci, nous souhaitons favoriser la concertation entre les acteurs qui ont une expertise en matière de risques de récoltes illégales dans les pays producteurs.

Pour ce qui est de votre cinquième question, je me permets de vous renvoyer à la réponse que j'ai donnée à la question n° 151 posée par M. Nollet le 17 septembre 2015 et voici en substance ce que je lui indiquais: les problèmes liés à la gouvernance forestière au Cameroun ne sont pas nouveaux et font régulièrement l'objet de rapports d'associations et d'instituts de recherche. L'Union européenne y mène depuis des années des projets de coopération au développement dans le cadre du plan d'action FLEGT que vous connaissez bien en vue d'améliorer la situation. Vu les quantités de bois importées en Belgique en provenance du Cameroun, la prise en compte de l'indice de perception de la corruption de ce pays et les informations que nous recevons de différentes sources, les opérateurs belges qui mettent sur le marché des produits de bois provenant de ce pays sont repris comme prioritaires dans notre plan de contrôle. Par ailleurs, dès mars-avril 2015, deux journées de rencontres entre les associations Greenpeace et WWF, la Fédération belge des importateurs de bois et l'administration ont été organisées. Lors de ces journées, ils ont pu échanger sur les risques liés à la récolte illégale de bois dans ce pays et les manières de les atténuer ainsi que sur la manière dont se déroulent les contrôles de la DG Environnement.

En ce qui concerne les cinq PME belges mentionnées dans ce rapport, trois ont déjà fait l'objet de contrôles par rapport à leurs obligations de diligence raisonnée, tel que prévu dans le règlement dont j'ai parlé précédemment (EU/995/2010) qui établit les obligations des opérateurs qui mettent du bois et des produits dérivés sur le marché. Ces entreprises étaient en ordre avec les éléments du système de diligence raisonnée, tel que décrit dans l'article 6 de ce règlement. Nous vérifions que les autres entreprises mentionnées appliquent correctement et légalement la diligence raisonnée. En ce qui concerne une des entreprises mentionnées dans la première version du rapport, Greenpeace a reconnu avoir commis une erreur au sujet du nom d'une d'entre elles. Nous avons un échange permanent pour ajuster les données. Par ailleurs, nous avons également examiné si la société camerounaise incriminée avait exporté du bois couvert par la CITES en Belgique, ce qui n'est pas le cas.

En ce qui concerne l'ensemble des exportations de bois CITES du

laten uitvoeren door een derde partij.

De komende weken zullen er bijkomende middelen voor de inspectiedienst worden gevraagd. Op korte termijn zullen we onze middelen op de inspecties richten. Om de kwaliteit ervan te verbeteren, willen we het overleg tussen actoren die de risico's van illegale houtkap kennen, bevorderen.

Wat uw vijfde vraag betreft, heb ik op 17 september aan de heer Nollet geantwoord dat de Europese Unie in het kader van het FLEGT-actieplan ontwikkelings Samenwerkingsprojecten organiseert in Kameroen. De Belgische operatoren die Kameroens hout op de markt brengen, zijn prioritair in ons controleplan. In maart en april werden er twee ontmoetingsdagen georganiseerd tussen Greenpeace, het WWF, de Belgische Federatie van de Houtinvoerhandel en de administratie.

Van de vijf Belgische kmo's die in het rapport worden vermeld, werden er drie gecontroleerd. Vastgesteld werd dat ze hun verplichtingen met betrekking tot het bij verordening EU/995/2010 bepaalde stelsel van zorgvuldigheidseisen nakomen. De overige ondernemingen zullen nog worden gecontroleerd. Greenpeace heeft erkend dat het een fout heeft gemaakt bij het vermelden van de naam van één van de ondernemingen.

We hebben onderzocht of het kwestieuze Kameroense bedrijf CITES-hout naar België heeft uitgevoerd: dat is niet het geval.

Bij de in België uitgevoerde controles op de export van CITES-hout uit Kameroen werden er tot nu toe geen inbreuken vastgesteld.

Cameroun vers la Belgique, les contrôles documentaires menés en Belgique n'ont, jusqu'ici, révélé aucune infraction à cette législation.

01.04 Daniel Senesael (PS): Je remercie la ministre pour sa réponse et je pense que le débat pourra être poursuivi lors de l'examen de la proposition de résolution.

01.04 Daniel Senesael (PS): We kunnen het debat voortzetten bij de bespreking van de resolutie.

01.05 Muriel Gerken (Ecolo-Groen): Madame la ministre, je vous remercie également pour votre réponse.

01.05 Muriel Gerken (Ecolo-Groen): Die nieuwe informatie zullen we zeker meenemen in de bespreking van de resolutie. Het is zeer belangrijk dat u voldoende inspecteurs kunt inzetten; met de garantie van de regeringen dat het uitgevoerde hout legaal gekapt is, kunnen we niet volstaan.

Nous pourrions traiter ces informations nouvelles dans le cadre de la discussion de la résolution. J'insiste pour que vous vous battiez, lors des discussions concernant le budget 2016, pour avoir suffisamment d'inspecteurs et pour qu'on dépasse la simple garantie donnée par les gouvernements à propos de la légalité du bois exporté.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

02 Vraag van mevrouw Anne Dedry aan de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de kankerverwekkende chroom-6-verf" (nr. 6313)

02 Question de Mme Anne Dedry à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "la peinture cancérigène à base de chrome 6" (n° 6313)

02.01 Anne Dedry (Ecolo-Groen): Mevrouw de voorzitter, mevrouw de minister, bij de Nederlandse Spoorwegen wordt al jarenlang verf gebruikt met de kankerverwekkende stof chroom-6.

02.01 Anne Dedry (Ecolo-Groen): Les chemins de fer néerlandais utilisent depuis des années une peinture cancérigène à base de chrome 6.

Ik heb de volgende vragen.

Wordt er in België bij de overheidsdiensten of bij de NMBS ook verf gebruikt met deze kankerverwekkende stof?

Est-ce également le cas de la SNCB ou d'autres services publics belges?

Hoeveel mensen komen daarmee in aanraking?

Zijn er acute risico's voor het personeel? Is er een gevaar voor de volksgezondheid?

Worden er voldoende beschermende maatregelen genomen, zodat niemand deze stof kan inademen?

Ik hoop dat u mij niet doorstuurt naar de minister van Mobiliteit noch naar de minister van Openbaar Ambt of de minister van Volksgezondheid, maar dat u mij deze keer zelf een antwoord geeft.

02.02 Minister Marie-Christine Marghem: Mevrouw de voorzitter, ik zal in het Nederlands antwoorden en bijgevolg wat langzamer spreken.

02.02 Marie-Christine Marghem, ministre: Cette question relève en grande partie des compétences des ministres de l'Emploi et de la Mobilité. Le chrome 6 est utilisé en peinture pour ses propriétés anticorrosives. Cette substance peut provoquer le cancer ou des altérations génétiques, diminuer la fertilité ou nuire à l'enfant *in utero*, être mortel par inhalation et induire des réactions allergiques.

Mevrouw Dedry, jammer genoeg behoren enkele elementen uit uw vraag, meer bepaald deze onder a, b en d, tot de bevoegdheid van mijn collega's die Werk en Mobiliteit beheren. Op uw vraag onder c, omtrent de risico's voor het personeel, kan ik het volgende antwoorden.

Chroom-6 kan in verf worden gebruikt voor zijn anticorrosieve eigenschappen. Chroom-6 kan onder meer kanker of genetische

schade veroorzaken, kan de vruchtbaarheid of het ongeboren kind schaden, kan dodelijk zijn bij inademing en kan allergische reacties veroorzaken. Bij het verwerken van de verf kan blootstelling plaatsvinden via de longen of de huid.

Op het niveau van het Europees Chemicaliënagentschap zijn meerdere chroomverbindingen geïdentificeerd als zeer zorgwekkende stoffen en opgenomen in bijlage XIV van de lijst met stoffen waarvoor een autorisatie moet worden verkregen van de Raad inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen — REACH.

Het gehalte aan chroom in cement en lederwaren is reeds sterk beperkt door vermelding 47 van de bijlage XVII van REACH.

02.03 Anne Dedry (Ecolo-Groen): Mevrouw de minister, aangezien u alleen op vraag c hebt geantwoord, zal ik de andere vragen aan uw collega's moeten stellen.

Ik had gehoopt dat u mij een aantal cijfers met betrekking tot de bevoegdheden van uw collega's zou geven.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

03 Question de M. Jean-Marc Nollet à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "l'avenir du Fonds Kyoto" (n° 6454)

03 Vraag van de heer Jean-Marc Nollet aan de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de toekomst van het Kyotofonds" (nr. 6454)

03.01 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Madame la présidente, madame la ministre, il semble que le gouvernement s'apprête à supprimer une grande partie des fonds publics pour aspirer les montants de ces fonds vers la Trésorerie. Le cabinet du Budget a dressé la liste des fonds voués à disparaître. L'opération porterait sur plus de 1,2 milliard d'euros.

Pourriez-vous nous dire ce qu'il en est du Fonds Kyoto? Rappelez-vous, lors de votre audition en tout début de législature, vous précisiez que ce Fonds disposait de 53 millions et qu'il ne relevait pas du budget fédéral puisque géré par la CREG. Vous vous engagez également à ce qu'un montant de 3,8 millions soit transféré annuellement du Fonds Kyoto pour être affecté aux frais de fonctionnement du service Changements climatiques.

Pouvez-vous nous confirmer cela aujourd'hui et nous rassurer sur le fait que le Fonds Kyoto ne sera pas visé par la mesure envisagée? À défaut, quelle autre source pérenne de financement prévoyez-vous pour les missions actuellement financées par le Fonds, notamment pour le service Changements climatiques?

L'Agence européenne des produits chimiques a identifié plusieurs composés du chrome comme étant des substances extrêmement préoccupantes requérant une autorisation du Conseil et soumises à d'autres restrictions encore.

03.01 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): De regering zou van plan zijn een groot aantal overheidsfondsen op te doeken en er de schatkist mee te spijzen. Met die operatie zou een bedrag van 1,2 miljard euro gemoeid zijn.

In het begin van de regeerperiode zei u dat er 53 miljoen euro in het Kyotofonds zit en dat dit fonds niet onder de federale begroting valt, aangezien het beheerd wordt door de CREG. Jaarlijks zou 3,8 miljoen van het Kyotofonds worden gebruikt voor de werkingskosten van de dienst Klimaatverandering. Valt het Kyotofonds onder de geplande maatregel?

Welke andere financiering ziet u voor de opdrachten die momenteel door het Kyotofonds worden gefinancierd, en met name voor de werkingskosten van de dienst Klimaatverandering?

03.02 Marie-Christine Marghem, ministre: Madame la présidente,

03.02 Minister **Marie-Christine**

comme je l'ai indiqué, le service Changements climatiques au sein de mon administration devrait continuer à exister. En effet, je dois pouvoir m'appuyer sur cette administration pour la préparation et la mise en œuvre des actions de la politique climatique reprises dans l'accord de gouvernement, dans l'exposé d'orientation de politique pour la législature et dans ma note de politique générale pour 2015.

Dans cette dernière, je me suis d'ailleurs engagée à veiller à ce que la politique climatique fédérale puisse continuer à compter sur un financement adéquat. Cet engagement ne vaut pas seulement à la veille de la grande Conférence de Paris mais aussi pour la politique des années à venir. Paris n'est pas le terminus de cette politique mais le point de départ de la politique future dans laquelle la Belgique devra jouer son rôle.

En ce qui concerne le Fonds Kyoto, qui est l'instrument de ce financement, je tiens à vous informer qu'en date du 1^{er} octobre 2015, le Conseil des ministres a décidé du maintien provisoire du petit Fonds Kyoto, le fonds budgétaire 25-7 servant à financer tant les activités du service Changements climatiques que son personnel, depuis son établissement en 2003.

Le Conseil des ministres a également décidé de continuer jusqu'en 2017 d'alimenter ce petit Fonds Kyoto par les réserves du grand Fonds Kyoto auquel vous vous référez, qui est en fait un compte géré par la CREG et qui dispose effectivement encore de 55 millions d'euros de réserve destinés par la loi à financer la politique climatique fédérale.

Je tiens néanmoins à vous informer, en parfaite transparence, du fait que la décision du gouvernement prévoit seulement le maintien provisoire de ces Fonds et que le maintien du fonds budgétaire sera à nouveau discuté au plus tard au moment de la préparation du budget 2017. Il sera important de trouver au sein du gouvernement une solution pérenne avant cette échéance, vu les enjeux primordiaux de la politique climatique.

03.03 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Madame la ministre, votre réponse, pour laquelle je vous remercie, m'inquiète.

Il y a quelques mois, vous parliez avec certitude du maintien du service Changements climatiques et aujourd'hui, vous utilisez le conditionnel. Le changement n'est pas que sémantique; il introduit un doute alors qu'on sait que ce service mène, face aux enjeux climatiques, un travail extrêmement important pour la Belgique et plus globalement au niveau européen.

Vous jetez également un doute sur le mécanisme de financement. Au début de cette législature, vous garantissiez que c'était pérenne, c'était prévu chaque année – j'ai sous les yeux le texte de votre discours de l'époque. Aujourd'hui, vous nous dites que la garantie n'est prévue que jusqu'en 2017, et vous insistez sur le terme "provisoire".

Madame la ministre, cette réponse a de quoi nous inquiéter. Selon moi, elle n'est pas sans lien avec le débat que nous aurons tout à

Marghem: De dienst Klimaatverandering bij mijn administratie blijft bestaan. Die dienst staat me bij bij de uitvoering van de klimaatbeleidsmaatregelen uit het regeerakkoord, de beleidsverklaring voor de regeerperiode en mijn beleidsnota 2015. In mijn beleidsnota heb ik beloofd erop toe te zien dat het federale klimaatbeleid over de nodige financiering kan blijven beschikken.

Op 1 oktober 2015 besliste de ministerraad het kleine Kyotofonds voorlopig te behouden. Met het begrotingsfonds 25-7 worden zowel de activiteiten als het personeel van de dienst Klimaatverandering gefinancierd.

Er werd ook beslist het kleine Fonds tot in 2017 te spijzen met de reserves van het grote Kyotofonds. Dat fonds is goed voor 55 miljoen euro reserve, bedoeld voor de financiering van het federale klimaatbeleid, en wordt beheerd door de CREG.

De regering heeft wel alleen beslist die fondsen voorlopig te handhaven. Het behoud van het begrotingsfonds zal naderhand worden besproken bij de voorbereiding van de begroting 2017.

03.03 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Enkele maanden geleden zei u dat de dienst Klimaat zeker zou blijven bestaan, en vandaag hanteert u de voorwaardelijke wijs. Ook plaatst u een vraagteken bij het financieringsmechanisme, dat slechts tot in 2017 wordt gegarandeerd. Ik vrees dat de regering onvoldoende ambitieus is op het stuk van klimaatbeleid.

l'heure quant au manque d'ambition du gouvernement fédéral en matière de politique climatique. J'aurai l'occasion d'y revenir.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

04 Question de M. Daniel Senesael à la ministre de l'Énergie, de l'Environnement et du Développement durable, sur "le Sommet des Nations Unies sur le développement durable" (n° 6580)

04 Vraag van de heer Daniel Senesael aan de minister van Energie, Leefmilieu en Duurzame Ontwikkeling over "de VN-top over duurzame ontwikkeling" (nr. 6580)

04.01 Daniel Senesael (PS): Madame la présidente, madame la ministre, du 25 au 27 septembre s'est tenu le sommet des Nations unies sur le développement durable, au cours duquel ont été adoptés les 17 Objectifs de développement durable qui constituent désormais l'agenda 2030. À présent, les États doivent traduire ce cadre global sur quinze ans en plans d'actions à l'échelle nationale, régionale et locale, et en assurer la mise en œuvre et le suivi.

Madame la ministre, quelle stratégie allez-vous développer afin de traduire ce cadre global en actions concrètes dans les domaines qui relèvent de vos compétences?

Par ailleurs, il apparaît que vous avez commandé une étude sur l'impact en Belgique de l'économie circulaire. Quel organisme est-il en charge de cette étude? Quand en attendez-vous les résultats?

04.02 Marie-Christine Marghem, ministre: Madame la présidente, monsieur Senesael, pour répondre à votre question, je commencerai par le titre d'un texte qui a été adopté dans le cadre du sommet des Nations unies fin septembre: *Transformer notre monde, le programme de développement durable à l'horizon 2030*. Ce texte propose une réorientation de notre mode de développement afin de mettre en œuvre les droits de l'homme et de respecter les limites environnementales de notre planète. Il couvre dès lors un vaste ensemble d'objectifs ambitieux de façon à rencontrer les principaux défis sociétaux contemporains.

Cette ambition se traduit dans les caractéristiques de ces objectifs de développement durable, qui constituent un ensemble d'objectifs indivisibles, intégrés, c'est-à-dire liés les uns aux autres, et équilibrés sur les multiples dimensions du développement durable. Par ailleurs, ils sont universels et s'adressent donc à tous les pays. Nous devons donc, nous aussi, mettre en œuvre ces objectifs.

Étant donné la nature très large de ce programme, il devra être mis en œuvre par toutes les autorités publiques du pays mais également par la mobilisation de la société civile, y compris le secteur privé. La large délégation du gouvernement fédéral lors du sommet montre bien qu'il touche l'entièreté des compétences du gouvernement. Comme le stipule l'accord de gouvernement, "dans les limites de ses compétences, le gouvernement fera du développement durable un objectif clé de sa politique". C'est dans ce sens que nous agissons.

Il conviendra dès lors de veiller à ce que tous les ministres et toutes

04.01 Daniel Senesael (PS): De 17 duurzameontwikkelingsdoelstellingen die inmiddels zijn ingebed in Agenda 2030 van de Verenigde Naties, moeten door de lidstaten in actieplannen worden vertaald, die ze vervolgens moeten uitvoeren.

Welke strategie zal u in het kader van uw bevoegdheden ontwikkelen?

Door wie wordt de door u bestelde studie naar de impact van de kringloopeconomie in België uitgevoerd? Wanneer verwacht u de resultaten?

04.02 Minister Marie-Christine Marghem: Agenda 2030 omvat een geheel van ondeelbare, geïntegreerde en uitgebalancerde doelstellingen met betrekking tot de verschillende dimensies van de duurzame ontwikkeling. De uitvoering ervan is dus een zaak van de overheden, maar ook van de civiele samenleving. Agenda 2030 heeft betrekking op alle bevoegdheden van de regering. Het regeerakkoord bepaalt dat de regering "binnen de grenzen van haar bevoegdheden, duurzame ontwikkeling tot een kerndoelstelling van haar beleid" zal maken. Dat is wat we doen.

De ministers en de federale administraties moeten zich ertoe verbinden de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling in hun beleid in te passen.

We volgen vier denksporen. Ten eerste willen we werk maken van

les administrations fédérales s'engagent à intégrer les objectifs de développement durable dans leur politique. De cette façon, nous pourrions montrer comment les politiques fédérales contribuent à l'atteinte de ces objectifs.

Aujourd'hui, dans le cadre de mes compétences en matière de développement durable, quatre pistes principales sont envisagées. Premièrement, il s'agit de stimuler la coopération entre les entités fédérées et l'État fédéral en vue d'assurer les synergies nécessaires à la réalisation des objectifs de façon cohérente et coordonnée. La Conférence interministérielle du développement durable sera l'enceinte adéquate pour organiser cette coordination.

Par ailleurs, l'État fédéral dispose depuis 1997 d'une Stratégie fédérale de développement durable au travers de la loi du 5 mai 1997. Les objectifs de développement durable peuvent lui donner une nouvelle impulsion. Il s'agira de traduire ces objectifs dans les instruments prévus par cette loi ou, en tout cas, de veiller à leur cohérence.

Songeon, par exemple, à la vision à long terme qui propose des objectifs à 2050, vision adoptée en 2013, et ses objectifs qui viennent s'implémenter au prochain plan fédéral, aux rapports fédéraux du Bureau fédéral du Plan, aux activités de la Commission interdépartementale pour le développement durable et du Conseil fédéral du développement durable. J'ai d'ailleurs demandé un avis à ce dernier concernant les suggestions pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Enfin, étant donné l'importance de ce programme, j'ai également demandé à l'Institut fédéral pour le développement durable d'intégrer les objectifs dans son programme de travail, de façon à proposer, dès le début 2016, une série d'actions spécifiques notamment en matière de communication afin de faire connaître ces objectifs.

Cette stratégie fédérale de développement durable constitue le moteur de la politique gouvernementale et encourage la préparation de politiques intégrées. Mais, à côté de ces politiques transversales, il sera crucial d'encourager également l'intégration des objectifs dans les stratégies des services publics fédéraux (SPF). De cette façon, au travers de la réalisation de leur cœur de métier, les SPF contribueront également à la réalisation des objectifs. Des instruments ont été développés pour assurer cette intégration. Je veillerai à la bonne utilisation des outils qui ont été élaborés à cet effet et j'attacherai une importance particulière à la coordination du rapportage pour le niveau fédéral de façon à démontrer clairement notre engagement à la réalisation des objectifs.

Enfin, la quatrième piste envisagée vise, bien sûr, à encourager la société civile à s'approprier les objectifs, car les autorités publiques seules ne suffiront pas à satisfaire l'ambition de cet agenda. Il s'agira d'encourager les organisations, entreprises et citoyens à s'engager à agir en vue de contribuer à ces objectifs.

La DG Environnement a commandé une étude sur l'impact de l'économie circulaire en Belgique. En partenariat avec l'ICEDD (Institut de Conseil et d'Études en Développement Durable) et le bureau anglais Hollins, PwC est en charge de sa réalisation. Les résultats définitifs sont attendus pour la fin du mois de décembre.

een nauwere samenwerking en een betere afstemming tussen de deelgebieden en de federale overheid, via de Interministeriële Conferentie Duurzame

Ontwikkeling. Ten tweede kunnen de duurzameontwikkelingsdoelstelling en een nieuwe impuls geven aan de federale strategie inzake duurzame ontwikkeling, en daarom moeten ze worden ingebed in de instrumenten waarin de wet van 1997 voorziet of zal er in ieder geval moeten worden toegezien op de onderlinge samenhang ervan. Ten derde heb ik het Federaal Instituut voor Duurzame Ontwikkeling gevraagd de

duurzameontwikkelingsdoelstelling en mee te nemen in zijn werkprogramma en er bekendheid aan te geven; ik zal toezien op het goede gebruik van de instrumenten die ontwikkeld werden om die doelstellingen in te passen in de federale strategie. Voorts is het cruciaal dat de federale overheidsdiensten ertoe aangespoord worden om die doelstellingen in hun strategieën op te nemen.

De vierde invalshoek bestaat erin het maatschappelijk middenveld (organisaties, ondernemingen en burgers) ertoe aan te zetten de doelstellingen over te nemen, omdat de overheidsinstanties alleen die ambities niet zullen kunnen waarmaken.

Het DG Leefmilieu heeft een studie over de impact van de kringloopeconomie in België besteld bij PwC, dat die in samenwerking met het Waalse Instituut de Conseil et d'Études en Développement Durable (ICEDD) en het Engelse bureau Hollins uitvoert. De resultaten worden eind december verwacht.

04.03 **Daniel Senesael** (PS): Madame la ministre, je vous remercie pour vos réponses qui seront analysées.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le développement des questions et interpellations se termine à 10.40 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 10.40 uur.